Zeitschrift: Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts du Jura

Band: 40 (1969)

Heft: 7

Artikel: Plaidoyer en faveur de l'économie libre : contester les contestataires : une conférence du professeur François Schaller

Autor: Schaller, François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-825139

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Plaidoyer en faveur de l'économie libre

Contester les contestataires

Une conférence du professeur François SCHALLER

Lors de l'assemblée générale de l'Union internationale des associations d'annonceurs (UIAA), tenue à Montreux le 12 juin 1969, M. François Schaller, professeur aux Universités de Lausanne et Berne, a traité un problème d'actualité sous le titre « Contester les contestataires ». Il s'est agi en quelque sorte d'une critique à l'adresse de ceux qui... critiquent. Voici un résumé de sa conférence :

Avant même de devenir réalité, l'économie libérale était contestée par Gracchus Babeuf et ses communistes partageux d'une part, les tenants de l'ancien régime d'autre part. Puis, ce furent les socialistes des sectes, les saint-simonistes, les fouriéristes, les anarchistes, les corporatistes, une certaine pensée chrétienne-socialiste, les syndicalistes, les marxistes, les anarcho-syndicalistes et autres proudhonistes, les associationistes, les néo-corporatistes, Jacques Duboin et les abondantionnistes. Et la liste des « istes » est loin d'être épuisée par cette brève énumération...

Du marxisme à la contestation

Parmi la multitude de ces doctrines d'opposition, une seule parvint à opérer une percée dans des pays alors industriellement sous-développés (Russie, Chine, Cuba) : le marxisme.

C'est la raison pour laquelle, depuis plus de cent ans, l'Occident a orienté tout son système de défense contre le péril marxiste, le seul qui soit réellement menaçant. Aujourd'hui, on peut constater que cette résistance fut efficace. Non seulement la poussée marxiste est stoppée dans sa zone d'influence reconnue à Yalta, mais l'économie collectiviste se heurte au sein même des pays communistes à une opposition de plus en plus forte et certainement irréversible.

Par l'effet d'un niveau de vie qui s'élève chez nous à un rythme beaucoup plus rapide qu'à l'Est, obligeant l'URSS à l'adoption de nos méthodes — la réhabilitation du marché, du profit, etc. — l'attrait du collectivisme sur les populations du monde libre devient beaucoup moins vif. C'est à ce moment précis que surgit une nouvelle opposition à nos structures économiques : la contestation. Elle nous surprend non seulement par la soudaineté et l'ampleur de son attaque, mais surtout par l'originalité de sa dialectique. La contestation nous a trouvés, au début, totalement désarmés. Elle fut elle-même surprise de ses succès initiaux. Il est aisé d'expliquer la faiblesse de nos réactions. Ce qui est reproché aujourd'hui à notre système économique est très exactement le contraire des griefs formulés par notre adversaire traditionnel, le marxisme. Celui-ci s'en prenait à la propriété et à la distribution des biens, alors que les contestataires en veulent à la production. On nous reprochait de satisfaire trop peu de besoins, d'enrichir les plus riches et d'appauvrir les plus pauvres ; on nous accuse à présent d'exagérer la satisfaction des besoins et de créer, dans toutes les couches de la population, une vérita-

ble société de consommation. On nous objectait le néo-malthusianisme des trusts, la sous-production artificielle ; on nous en veut aujourd'hui de produire trop. On nous soupçonnait de maintenir le peuple dans la misère matérielle, la modicité scandaleuse des revenus ; à la place de cette contrevérité on nous oppose aujourd'hui le fait que l'homme étant enfin affranchi de la misère matérielle, placé qu'il est au bénéfice d'une élévation continuelle de son revenu, il s'est intégré au régime et ne songe plus à la révolution ni à ses jeux de massacres. Nous devons donc opérer une conversion de 180 degrés de notre système de défense, et justifier aujourd'hui ce qu'on nous reprochait hier de ne pas réaliser. Un changement d'optique aussi radical ne peut guère s'opérer d'un jour à l'autre. Néanmoins, il faut faire vite, car le danger est pressant, et l'attaque est menée avec une richesse de moyens et une unité de doctrine très remarquables.

La première opération à laquelle il convient de procéder est de repenser notre doctrine économique en fonction de la contestation. La seconde est de dégager clairement les principaux éléments de l'idéologie anarcho-contestataire, afin d'en montrer toute l'absurdité.

Le danger de l'ignorance

Il faut redéfinir notre doctrine économique afin de la faire connaître de chacun. C'est notre meilleure arme défensive, l'ignorance étant notre pire adversaire. Forts des résultats obtenus depuis un quart de siècle en matière de croissance économique et d'élévation des revenus de chacun, nous avons négligé l'information, du moins la plus importante, celle à usage interne. En effet, combien de jeunes gens terminent aujourd'hui leur scolarité, leur apprentissage, leur gymnase ou leurs études sans que personne jamais leur ait expliqué, de façon même rudimentaire, les lois qui régissent l'économie des pays développés, les caractères du système et les raisons pour lesquelles celui-ci a enfin permis à la population de s'affranchir d'une misère matérielle qui fut son lot tout au long de l'Histoire ! Un tel enseignement ne figure pas, généralement, dans les programmes. Aussi longtemps que ce sera le cas, le vœu de l'OCDE, souhaitant que l'information économique soit beaucoup plus répandue dans la population, restera lettre morte. On ne peut informer que des gens préparés à l'assimilation de l'information. Il n'est pas procédé à cette préparation dans nos écoles et dans nos collèges. On doit même s'estimer heureux, aujourd'hui, si le premier contact de l'élève avec notre système économique n'est pas la critique en règle qu'au nom de quelque idéologie importée certains s'ingénieront à lui brosser. Quoi qu'il en soit, on demeure stupéfait de l'ignorance profonde des mécanismes de notre économie chez la plupart des contestataires les plus engagés. Force est bien de convenir que c'est là notre faute plus que la leur. Il est donc grand temps de passer à une information objective, et de mettre en évidence toute l'absurdité des systèmes fondés sur l'instauration et la généralisation du désordre, intellectuel autant que matériel.

Les caractères de notre système

Notre économie est tout entière fondée sur le principe de rationalité. Le nombre des besoins éprouvés par l'individu est immense, et

Nos bons hôtels du Jura

Vous pouvez vous adresser en toute confiance aux établissements ci-dessous et les recommander à vos amis

BONCOURT	HOTEL A LA LOCOMOTIVE Salles pour sociétés - Confort	(L. Gatherat) **(066) 7 56 63**
COURCHAVON	HOTEL DES TROIS POISSONS Relais gastronomique	(Mme Lehmann) **(066) 6 14 78**
COURGENAY	RESTAURANT LA DILIGENCE Sa cuisine française	(Jean Cœudevez) **(066) 7 11 65**
MOUTIER	HOTEL SUISSE Rénové, grandes salles	(Famille M. Brioschi-Bassi) **(032) 93 10 37**
LA NEUVEVILLE	HOTEL J.-J. ROUSSEAU Relais gastronomique au bord du lac Mariage, salles pour banquets	(Jean Marty) **(038) 7 94 55**
PORRENTRUY	HOTEL DU CHEVAL-BLANC Rénové, confort, salles	(C. Sigrist) **(066) 6 11 41**
PORRENTRUY	HOTEL TERMINUS Hôtel de 80 lits, avec douches - bains - Lift Rest. français - Bar - Salle de conférence	(R. Rey) **(066) 6 33 71**
SAIGNELÉGIER	HOTEL BELLEVUE 3 salles pour noces et sociétés (constr. 1968) 40 chambres avec eau courante, douche, bains, radio et télévision	(Hugo Marini) **(039) 4 56 20**
SAINT-IMIER	HOTEL DES XIII CANTONS Relais gastronomique du Jura	(C. M. Zandonella) **(039) 4 15 46**
SAINT-URSANNE	HOTEL DU BŒUF	(V. Waser) et (F. Jacot) **(066) 5 31 49**
SAINT-URSANNE	HOTEL DE LA COURONNE (Chez Raoul) Relais gastronomique du Doubs	(Raoul aMarca) **(066) 5 31 67**
UNDERVELIER	HOTEL DES GALERIES DU PICHOUX	(M. Juillerat-Humair) **(066) 3 77 77**

1460

184/B

Loterie SEVA

1x 100'000

1x 40'000

1x 20'000

1x 10'000 * 9'000 * 8'000
7'000 * 6'000 * 5'000

1x 4'000 * 3'000 * 2'000
1'000 * etc. * etc.

Tirage 28 août

1474

comme infini. Aussitôt qu'un besoin est satisfait, d'autres apparaissent. Il est dans la nature de l'homme de ressentir continuellement de nouveaux besoins. En face de cette demande qui ne cesse de croître s'offrent les biens et les services dont la production, elle, est nécessairement limitée par la rareté relative des facteurs de la production. Aussi bien le travail que le capital n'existent pas en quantités illimitées. Nous sommes donc en présence d'un déséquilibre spontané et permanent entre l'offre et la demande de biens et de services. La demande virtuelle (les désirs) exerce une pression continuelle sur l'offre, et la dépassera toujours. De cette inégalité naît l'exigence naturelle de rationalité, qui consiste à tirer le meilleur parti possible des moyens rares (les facteurs de production) à usages alternatifs (la multitude des utilisations possibles de ces moyens rares). Cette recherche de l'optimum de rationalité est l'objet même de la science économique, comme l'a clairement montré l'économiste anglais Lionel Robbins. Du moment que les moyens de production sont nécessairement moins nombreux que les possibilités de leur utilisation en vue de la satisfaction des besoins, il faut chercher à tirer le meilleur parti possible de l'usage de ces moyens. Les chefs d'entreprise qui parviennent à ce résultat sont assurés du succès. Les autres sont éliminés de la course dans l'intérêt même de la société qui voit à juste titre, dans le gaspillage, la moindre possibilité de satisfaction des besoins. Cela explique l'importance attribuée, dans toute société avancée, aux méthodes modernes de gestion et aux contrôles de plus en plus poussés de l'utilisation des moyens de production. Il faut insister sur le fait qu'une telle recherche du maximum de rationalité n'est pas liée à telle ou telle idéologie sociale ou politique. Elle n'est pas un fait institutionnel, et n'a rien à voir avec aucune classe sociale quelconque, fût-ce la classe bourgeoise. La rationalité est une loi naturelle, extérieure à l'homme. Le fait est à présent largement démontré par les solutions que dicte souvent l'ordinateur et qui sont conformes à l'économie des moyens telle qu'on la constate dans le domaine de la physique par exemple. Le fondement de toute économie libérale est donc bien cette recherche d'une rationalité toujours plus parfaite. Les Soviétiques eux-mêmes en conviennent aujourd'hui, qui n'hésitent pas, en fait, à nous emprunter les principaux éléments de notre système de production et de distribution.

La société de consommation

Parmi les critiques adressées aujourd'hui à notre doctrine économique, celles qui concernent la société de consommation occupent une place de choix. Encore faudrait-il tomber d'accord sur une définition précise de la société de consommation. Parmi les nombreuses définitions fournies jusqu'ici, beaucoup sont différentes, et plusieurs sont absolument contradictoires. La confusion est ici soigneusement entretenue, voulue, désirée, recherchée par les contestataires, afin de pouvoir jouer sur les réactions émotionnelles et sentimentales du public. En effet, les contestataires évitent tout recours à la raison, craignant celle-ci autant que la logique qui lui sert de support. Néanmoins, il semble que la majorité de ces néo-anarchistes puissent se réallier à une définition qui serait celle-ci : la société de consommation est celle où des besoins artificiels sont créés afin de permettre l'écoulement de la production. Le plus éton-

nant en cette affaire est bien le fait que de larges couches du public sont impressionnées, en toute bonne foi, par l'apparition de ces besoins artificiels auxquels l'industrie des hommes donne naissance. On mesure par là les dégâts causés par l'insuffisance de la formation économique et, plus simplement encore, par celle de l'information au sein de la population.

En vérité, à l'exception du désir de boire de l'eau et de dévorer un animal afin d'assouvir sa soif et sa faim, éventuellement de s'abriter dans une grotte en cas d'intempéries, tous les besoins économiques sont artificiels. Il est plaisant de voir certains intellectuels s'en prendre violemment à une société de consommation en l'absence de laquelle il leur serait évidemment impossible d'élever leur protestation véhémente et tapageuse. Ils se servent de papier, d'un stylo, d'une machine à écrire, d'un journal quelconque qui sont tous les produits de la société de consommation. Ils font étalage de leurs connaissances en philosophie, en sociologie, en politique, en littérature, sans éprouver le moindre malaise à convenir que ces connaissances répondent chez eux à la satisfaction d'un besoin artificiellement créé par la société évoluée qu'ils condamnent. La plus élémentaire objectivité nous oblige à reconnaître que tout critique de la société de consommation se pose en censeur non pas de ses propres besoins — car sur ce plan, la liberté de chacun a toujours été totale — mais des besoins éprouvés par les autres. Ce mépris profond éprouvé à l'égard d'autrui, à qui le droit n'est plus reconnu d'établir, chacun pour soi, son échelle de valeur, a un aspect proprement cynique.

Puisque la quasi-totalité de nos besoins sont artificiels, notamment les besoins les plus nobles de l'homme, ceux qui concernent, par exemple, l'art et la culture, à qui devra-t-on confier le soin de se substituer à notre propre volonté ? Qui recevra mission de dresser la liste de nos besoins légitimes et celle de nos besoins condamnables ? Quel surhomme, s'élevant parmi nous, osera dicter l'échelle de nos préférences et nous interdire d'aspirer à la satisfaction de besoins que nous éprouvons, même si nous sommes seuls à les éprouver ? Au nom de quels principes certains s'arrogeraient-ils le droit d'interdire à d'autres des satisfactions qu'ils ne ressentent pas eux-mêmes ?

L'homme se distingue de l'animal notamment par le fait qu'il éprouve des besoins artificiels, sans rapport avec l'instinct. Les animaux peuvent former des sociétés qu'on appelle essaim, fourmilière, banc ou troupeau. Ils ne donneront jamais naissance à une société de consommation, car il appartient à l'homme seul de multiplier ses besoins pour accroître ses satisfactions.

La publicité

Les attaques contre la publicité n'ont généralement pas un fondement plus sérieux. Elles pourraient être en grande partie évitées, si deux faits seulement étaient portés à l'attention de chacun, méthodiquement, dans le cadre des programmes d'instruction scolaire.

D'abord, il importe de relever que dès l'instant où la rationalité de la production assurait le passage de la confection sur commande à la fabrication d'articles de série, afin d'abaisser le coût de ceux-ci et de les placer ainsi à la portée de chacun, la publicité devenait une nécessité.

Elle est donc le complément inséparable de la production moderne. Renoncer à la publicité revient à choisir les modes de production (et donc le niveau de vie) du Moyen Age. Quel contestataire s'en déclarerait satisfait ?

Ensuite, il ne faut pas oublier que la publicité est aujourd'hui exigée par l'adoption du progrès des techniques. C'est le mérite de Galbraith (lui-même contestataire sous certains aspects) de l'avoir très clairement démontré. L'innovation technique est aujourd'hui à ce point coûteuse, elle exige des investissements d'une telle importance que nulle société industrielle ne consentirait jamais des sacrifices financiers aussi exorbitants si elle ne pouvait être certaine, au point de départ, de pouvoir finalement récupérer ses fonds, renter et amortir ses capitaux. Elle doit donc être assurée de la vente. Elle ne peut l'être que par un investissement publicitaire d'une ampleur proportionnée au coût des outillages rendus nécessaires par l'adoption de l'innovation. Ainsi, sans publicité, pas de progrès technique. On ne saurait obtenir celui-ci sans le concours de celle-là. Mais, qui se charge aujourd'hui d'exposer ces mécanismes à l'opinion publique et de l'éclairer sur les rapports étroits qui existent entre le développement régulier des revenus de chacun et la publicité ? Il est beaucoup plus payant, évidemment, de se livrer à des attaques de caractère foncièrement démagogique contre la publicité et de s'assurer ainsi, électoralement, un succès très facile.

Le professeur Herbert Marcuse

Le père spirituel de la contestation est le philosophe allemand Herbert Marcuse, qui enseigne aux Etats-Unis. Il s'inscrit beaucoup moins dans la ligne de Marx que dans celle de l'anarchisme. Son « humanisme » consiste à créer artificiellement le mécontentement. Il écrit : « Nous ne combattons pas une société terroriste. Nous ne combattons pas une société qui a fait la preuve qu'elle ne fonctionne pas. Nous ne combattons pas une société en voie de désintégration. **Nous combattons une société qui fonctionne extraordinairement bien,** et — qui plus est — nous combattons une société qui a réussi à éliminer la pauvreté et la misère dans une proportion que les stades précédents du capitalisme n'avaient pas atteinte. » Il serait donc vain d'espérer galvaniser une classe sociale quelconque pour la lutte contre un système qui permet la satisfaction toujours plus large des besoins de chacun. Nous sommes ici au cœur du problème dont la solution dictera la tactique de Marcuse. Il s'agit de faire naître dans l'esprit de la population des besoins nouveaux, soigneusement choisis parmi ceux qu'il n'est pas dans la nature de la société capitaliste de pouvoir satisfaire. C'est à cette condition seulement que l'insatisfaction pourra se généraliser. Revendiquer l'impossible (on songe immédiatement à la plupart des revendications des étudiants contestataires), persuader chacun qu'il est aliéné, trahi, exploité, volé, dupé, floué, trompé, telle est la seule tactique possible. Elle se ramène à transformer des gens heureux en mécontents. Car c'est le bonheur relatif de l'homme moderne qui exaspère Marcuse. On ne peut assurer le succès d'une révolution qu'en s'appuyant sur de larges couches de gens mécontents. Ceux-ci sont trop peu nombreux au sein de la société moderne. Il faut donc les produire, les fabriquer. Reste à trouver ceux qui se chargeront de cette besogne.

Dans l'impossibilité de découvrir au sein du système économique contemporain les alliés qu'il lui faut, Marcuse tourne ses regards ailleurs. Il glâne en marge de la société industrielle les éléments inadaptables, inadaptés ou non encore adaptés. Ce seront là ses troupes. Selon lui, elles se composent des poètes, des écrivains, de certains intellectuels et étudiants, des hippies et des beatniks, ainsi que des miséreux qui peuplent les ghettos des grandes villes américaines. A cela s'ajoute le prolétariat des pays du tiers monde. Chez nous, Marcuse recrute donc essentiellement ses disciples parmi les intellectuels et les jeunes inadaptés. Peut-on espérer la révolution en se fondant sur de tels appuis ? Beaucoup en doutent encore, et les marxistes orthodoxes sont de ceux-là. Ils n'ont pas manqué de déceler en Marcuse un adversaire de taille. En France, Roger Garaudy juge sévèrement cette « tentative désespérée d'attribuer à un groupe d'intellectuels et au prolétariat du tiers monde, l'un et l'autre arbitrairement séparés de la classe ouvrière des pays développés, une fonction apocalyptique de négativité ». On pourra dire aussi que la pensée de Marcuse, détachée du réel, est nécessairement sans prise sur lui. Nul, cependant, ne peut prévoir l'attrait qu'exerce sur de jeunes esprits la perspective, enthousiasmante à cet âge, d'un bouleversement général. La France fut toute surprise, l'an dernier, de se trouver au bord du néant par l'initiative d'une fraction des étudiants de Paris. A sous-estimer le danger, nous risquons le pire. L'arme défensive la plus efficace dont nous disposions est certainement l'information. Instruits assez tôt, il sera plus facile aux adolescents d'éviter le piège mortel du nihilisme que Marcuse et ses poètes de tout crin tendent à la jeunesse.

F. S.

ORGANES DE L'ADIJ

Président : René Steiner, 2800 Delémont, tél. (066) 2 25 81 ou 2 15 83
1er vice-président : Willy Sunier, 2608 Courtelary, tél. (039) 4 92 06 ou 4 91 04
2e vice-président : Henri-Louis Favre, 2732 Reconvilier, tél. (032) 91 24 73
Secrétaire : H. Boillat, 2732 Reconvilier/Loveresse, tél. (032) 91 23 20/91 29 79
Caissier : René Domont, 2905 Courtedoux, tél. (066) 6 23 72 ou 6 17 62
Rédaction du bulletin : Jean Schnetz, 2800 Delémont, tél. (066) 2 17 51
Administration du bulletin : pl. de la Gare 25, 2800 Delémont, tél. (066) 2 25 81
Comptes de chèques postaux : Caisse générale : 25-20 86
Bulletin : 25-102 13
Abonnement annuel : Fr. 10.— ; le numéro : Fr. 1.20